

# SÉNAT DE BELGIQUE

## SESSION DE 2010-2011

21 JUIN 2011

**Proposition de loi complétant, en ce qui concerne le remplacement des membres du conseil de police, la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux**

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE L'INTÉRIEUR ET  
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES  
PAR  
**M. BROERS**

### I. INTRODUCTION

La proposition de loi, qui fait l'objet du présent rapport et qui relève de la procédure bicamérale

# BELGISCHE SENAAT

## ZITTING 2010-2011

21 JUNI 2011

**Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus wat de vervanging van politieraadsleden betreft**

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE  
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
**DE HEER BROERS**

### I. INLEIDING

Het optioneel bicameraal wetsvoorstel dat in dit verslag behandeld wordt, werd ingediend in de Senaat

Composition de la commission :/ Samenstelling van de commissie :

**Président/Voorzitter :** Philippe Moureaux.

**Membres/Leden :**

|               |  |
|---------------|--|
| N-VA          | Huub Broers, Inge Faes, Liesbeth Homans, Lieve Maes. |
| PS            | Willy Demeyer, Caroline Désir, Philippe Moureaux.    |
| MR            | Alain Courtois, Gérard Deprez.                       |
| CD&V          | Dirk Claes, Jan Durnez.                              |
| sp.a          | Ludo Sannen, Guy Swennen.                            |
| Open Vld      | Guido De Padt.                                       |
| Vlaams Belang | Yves Buysse.   |
| Écolo         | Claudia Niessen.                                     |
| cdH           | Vanessa Matz.  |

**Suppléants/Plaatsvervangers :**

|  |
|--|
| Frank Boogaerts, Patrick De Groote, Luc Sevenhans, Elke Sleurs, Helga Stevens. |
| Philippe Mahoux, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Fabienne Winckel.                 |
| Armand De Decker, Christine Defraigne, Richard Miller.                         |
| Wouter Beke, Sabine de Bethune, Rik Torfs.                                     |
| Bert Anciaux, Johan Vande Lanotte, Frank Vandenbroucke.                        |
| Alexander De Croo, Martine Taelman.  |
| Jurgen Ceder, Bart Laeremans.  |
| Zakia Khattabi, Cécile Thibaut.  |
| Francis Delpérée, André du Bus de Warnaffe.                                    |

*Voir:*

**Documents du Sénat :**

5-436 - 2010/2011 :

N° 1: Proposition de loi de MM. Claes et Durnez.

N° 2: Amendements.

*Zie:*

**Stukken van de Senaat :**

5-436 - 2010/2011 :

Nr. 1: Wetsvoorstel van de heren Claes en Durnez.

Nr. 2: Amendementen.

facultative, a été déposé au Sénat le 29 octobre 2010 et envoyée en commission le 25 novembre 2010.

La commission a examiné la proposition de loi lors de ses réunions du 31 mai et 7 juin 2011.

## **II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. DIRK CLAES, CO-AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI**

Afin de garantir la continuité du conseil communal, l'article 16, § 1<sup>er</sup>, du décret communal flamand du 15 juillet 2005 dispose que « le conseiller communal qui renonce à son mandat, qui est déclaré déchu de son mandat, qui est considéré comme empêché, qui a démissionné ou qui est décédé, est remplacé par son suppléant, désigné conformément à la loi électorale communale » (traduction).

Étant donné que, dans les zones pluricommunales, les compétences du conseil communal en matière d'organisation et de gestion du corps de police local sont exercées par le conseil de police, il semble logique qu'une règle identique existe afin de garantir la continuité de cet organe.

L'intervenant propose dès lors d'insérer une disposition en la matière dans la loi. L'article 22 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, prévoit le remplacement du membre du conseil de police qui effectue son terme de service militaire actif ou son terme de service civil en tant qu'objecteur de conscience ou qui est empêché pour cause de congé parental. À cet effet, l'article précité renvoie à l'article 11 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988.

Le décret communal flamand prévoit cependant aussi le remplacement pour des raisons médicales, des raisons d'études ou en raison d'un séjour à l'étranger pendant un délai minimal de douze semaines.

La présente proposition de loi prévoit dès lors la possibilité pour les membres du conseil de police d'être remplacés pour les mêmes motifs. Le membre du conseil de police qui souhaite être remplacé pour cause d'empêchement doit adresser à cet effet une demande écrite au collège de police.

## **III. DISCUSSION GÉNÉRALE**

M. Moureaux constate que l'intention de la proposition de loi est louable.

Il se pose toutefois des questions sur le troisième alinéa proposé, qui traite de l'empêchement pour raisons médicales combinée à l'impossibilité d'adresser la demande d'empêchement au président du conseil de police. Dans cette hypothèse, la proposition de loi

op 29 oktober 2010 en naar de commissie verzonden op 25 november 2010.

De commissie heeft het wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 31 mei en 7 juni 2011.

## **II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER DIRK CLAES, MEDE-INDIENER VAN HET WETSVOORSTEL**

Om de continuïteit van de gemeenteraad te waarborgen stelt artikel 16, § 1, van het Vlaams Gemeente-decreet van 15 juli 2005, dat « het gemeenteraadslid dat afstand doet van zijn mandaat, dat van zijn mandaat vervallen wordt verklaard, dat als verhindert wordt beschouwd, dat ontslag genomen heeft, of dat overleden is, wordt vervangen door zijn opvolger, die wordt aangewezen overeenkomstig de Gemeentekieswet ».

Aangezien in de meergemeentezones de bevoegdheden van de gemeenteraad inzake de organisatie en het beheer van het lokaal politiekorps worden uitgeoefend door de politieraad, lijkt het logisch dat eenzelfde regeling bestaat ter waarborging van de continuïteit van dit orgaan.

Spreker stelt dan ook voor om hieromtrent een bepaling in de wet op te nemen. Het artikel 22 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus voorziet in de vervanging van het politieraadslid om redenen van actieve militaire diensttijd of burgerdienst als gewetensbezwaarde en voor verhindering voor het nemen van ouderschapsverlof. Hiervoor wordt verwezen naar het artikel 11 van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988.

Het Vlaams gemeente-decreet voorziet echter ook in vervanging om medische redenen, om studieredenen of wegens verblijf in het buitenland gedurende een minimale termijn van twaalf weken.

Dit wetsvoorstel voorziet dan ook in de mogelijkheid tot vervanging om dezelfde redenen voor leden van de politieraad. Het politieraadslid dat vervangen wil worden voor verhindering dient hiervoor een schriftelijk verzoek te richten aan het politiecollege.

## **III. ALGEMENE BESPREKING**

De heer Moureaux stelt vast dat de bedoeling van het wetvoorstel lovenswaardig is.

Hij stelt zich echter vragen bij het voorgestelde derde lid, dat gaat over verhindering wegens medische redenen in combinatie met het niet in staat zijn om het verzoek betreffende de verhindering om medische redenen tot de voorzitter te richten. Het wetvoorstel

stipule que le membre est d'office considéré comme empêché à partir de la troisième réunion successive à laquelle il est absent.

Cependant, l'intervenant se demande la chose suivante : si le membre est dans l'incapacité de faire savoir qu'il sera empêché pour des raisons médicales, comment le conseil de police peut-il en être informé ? Cette formulation et sa justification lui semblent peu claires et hasardeuses. Imaginons qu'un membre du conseil de police soit dans le coma, on pourrait imaginer qu'un tiers habilité (le conjoint ou le médecin traitant, par exemple) puisse transmettre un certificat médical, ce qui ferait retomber la situation d'empêchement sous le deuxième alinéa proposé. Ceci offrirait davantage de garanties que la formule de l'alinéa 3 proposé.

M. Claes répond que le régime vise à produire l'effet décrit par M. Moureaux. Il n'y a que dans le seul cas où l'intéressé n'est pas en mesure, pour des raisons médicales, d'écrire lui-même une lettre au président du conseil de police qu'il sera réputé, à partir de la troisième absence consécutive, ne plus pouvoir être présent.

M. Moureaux saisit bien l'intention mais s'interroge sur le mécanisme proposé. Il y aurait, à son sens, moyen de simplifier le mécanisme en prévoyant que si le membre du conseil de police n'est pas en mesure d'adresser cette demande d'empêchement lui-même, un tiers est autorisé à adresser le certificat médical. Il suggère d'amender le texte afin de simplifier la procédure.

M. Claes demande si les autres Régions ont adopté un régime différent.

M. Moureaux déclare qu'à Bruxelles, rien n'est prévu à cet égard.

Mme Désir confirme qu'à Bruxelles, il n'existe pas de règles au niveau du remplacement des membres du Conseil de police. En effet, le problème a déjà été soulevé à plusieurs reprises, notamment lors du congé de maternité de certains membres. Plusieurs conseillers communaux avaient d'ailleurs élaboré des motions à ce sujet.

D'après ce que M. Broers a constaté, on ne trouve nulle part ailleurs un régime similaire.

Mme Niessen est d'avis qu'il s'agit d'une excellent initiative sur le fond mais elle estime préférable que l'on sollicite l'avis des différents régions sur la proposition de loi. En outre, elle se demande s'il ne convient pas de prendre un règlement identique pour les mandataires communaux au lieu de se limiter aux membres du conseil de police. À défaut, l'on se retrouve avec des règlements qui ne sont pas synchronisés.

M. Moureaux rappelle que le pouvoir fédéral est seul compétent pour les règles relatives au conseil de

bepaalt dat het lid in dat geval van rechtswege als verhinderd wordt beschouwd vanaf de derde opeenvolgende vergadering waarop hij afwezig is.

Spreker vraagt zich echter het volgende af : als het lid niet kan laten weten dat hij om medische redenen verhinderd is, hoe kan de politieraad daar dan over worden geïnformeerd ? Deze formulering en de verantwoording zijn niet duidelijk genoeg. Stel dat een lid van de politieraad in een coma ligt, dan kan wellicht een derde (de partner of de behandelende arts) een medisch attest bezorgen waardoor de onmogelijkheid waarvan sprake is in het tweede lid, wegvalt. Dat biedt veel meer garanties dat wat in het derde lid wordt voorgesteld.

De heer Claes antwoordt dat de regeling de bedoeling heeft het effect te hebben dat door de heer Moureaux geschetst wordt. Het is enkel wanneer iemand om medische redenen niet in staat is om zelf een brief te schrijven naar de voorzitter van de politieraad dat van bij de derde opeenvolgende vergadering hij geacht wordt niet langer aanwezig te kunnen zijn.

De heer Moureaux begrijpt de bedoeling, maar heeft vragen bij het voorgestelde mechanisme. Volgens hem kan het veel eenvoudiger als, wanneer een lid van de politieraad dat niet zelf het verzoek tot verhinderung kan indienen, een derde gemachtigd is een medisch attest te overhandigen. Hij stelt voor de tekst te amenderen om de procedure te vereenvoudigen.

De heer Claes vraagt of er in de andere gewesten een andere regeling is getroffen.

De heer Moureaux antwoordt dat een dergelijke regeling in Brussel niet bestaat.

Mevrouw Désir bevestigt dat er in Brussel geen regels zijn voor de vervanging van de ledien van de politieraad. Dat heeft al meermaals problemen opgeleverd, bijvoorbeeld tijdens het zwangerschapsverlof van sommige ledien. Verschillende gemeenteraadsleden hebben hierover trouwens moties ingediend.

De heer Broers heeft vastgesteld dat er nergens een gelijkaardige regeling is getroffen.

Mevrouw Niessen vindt dit inhoudelijk een uitstekend initiatief, maar zij meent dat het wenselijk is om de mening van de andere gewesten over het wetsvoorstel te vragen. Zij vraagt zich ook af of het niet beter zou zijn om eenzelfde regeling te treffen voor de gemeentelijke mandatarissen in plaats van voor de ledien van de politieraad alleen. Anders zijn de twee regelingen niet op elkaar afgestemd.

De heer Moureaux herinnert eraan dat alleen de federale overheid bevoegd is voor de regels betreffende

police, alors que les Régions le sont pour les conseils communaux. La Commission n'a dès lors pas à solliciter l'avis des Régions pour le volet policier du dossier ni à intervenir dans les compétences régionales pour ce qui concerne le volet communal.

Il appartient aux sénateurs de communauté de répercuter cette problématique auprès de leurs assemblées respectives.

Plusieurs groupes politiques souscrivent au principe qui sous-tend la proposition de loi à l'examen. Ils considèrent toutefois qu'il y a lieu d'en simplifier la formulation.

Le représentant de la ministre de l'Intérieur déclare que le gouvernement n'émet aucune objection à l'encontre de la proposition de loi à l'examen et de ses amendements. Le fonctionnement du conseil de police s'en trouvera optimisé et le gouvernement y adhère donc pleinement.

#### **IV. DISCUSSION ET VOTE DES ARTICLES**

##### Article 1

Cet article est adopté par 10 voix et 1 abstention.

##### Article 2

###### *Amendement n° 1*

M. Claes dépose un amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-436/2) tendant, d'une part, à supprimer la référence à l'article 11 de la nouvelle loi communale et, d'autre part, à insérer dans l'article 22 de loi du 7 décembre 1998 un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Le conseiller communal qui siège au conseil de police et qui est remplacé au sein du conseil communal pour cause d'empêchement est remplacé d'office au sein du conseil de police pour la même durée. »

L'auteur de l'amendement explique que son propos est de régler, par cet amendement, le principe du remplacement d'un membre du conseil de police pour l'ensemble des Régions.

La méthode proposée permet de régler de manière simple le problème du remplacement pour le futur.

En alignant les règles de remplacement d'un membre empêché du conseil de police sur celles applicables au remplacement d'un membre empêché du conseil communal, on peut organiser le remplacement d'un membre empêché du conseil de police de manière différenciée en fonction de la Région dans laquelle la zone de police se trouve.

de politieraad, terwijl de gewesten bevoegd zijn voor de gemeenteraden. De commissie hoeft dus niet de mening van de gewesten te vragen voor bepalingen die de politie betreffen, net zoals zij niet kan optreden in de gewestelijke aangelegenheid die de gemeenteraad is.

Het komt de gemeenschapssenatoren toe dit probleem aan te kaarten in hun respectieve assemblees.

Verschillende fracties stemmen in met het principe van dit wetsvoorstel. Wel dient de formulering van het voorstel vereenvoudigd te worden.

De vertegenwoordiger van de minister van Binnenlandse zaken stelt dat de regering geen bezwaar heeft tegen het voorgestelde wetsvoorstel en de amendementen. Het optimaliseert immers de werking van de politieraad en de regering sluit zich daar volmondig bij aan.

#### **IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN**

##### Artikel 1

Dit artikel wordt aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

##### Artikel 2

###### *Amendement nr. 1*

De heer Claes dient een amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 5-436/2) dat er enerzijds toe strekt de verwijzing naar artikel 11 van de nieuwe gemeentewet te schrappen. Anderzijds voegt het in artikel 22 van de wet van 7 december 1998 een nieuw lid toe, luidende : « Het in de politieraad zetelende gemeenteraadslid dat in de gemeenteraad wordt vervangen wegens een verhindering, wordt van rechtswege voor dezelfde duur vervangen in de politieraad. »

De indiener van het amendement licht toe dat het de bedoeling is om, via dit amendement, het principe van de vervanging van een politieraadslid te regelen voor alle gewesten.

Op de voorgestelde manier wordt het probleem van de vervanging met een eenvoudige regeling voor de toekomst opgelost.

Door de regeling voor de vervanging van een verhinderd politieraadslid gelijk te schakelen met die voor de vervanging van een verhinderd gemeenteraadslid, kan de vervanging van een verhinderd politieraadslid verschillend worden geregeld naargelang het gewest waarin de politiezone zich bevindt.

En effet, la compétence d'organiser le remplacement de conseillers communaux empêchés appartient aux Régions en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Le régime proposé par voie d'amendement ne peut toutefois pas être considéré comme un transfert illicite de compétences du fédéral aux Régions, étant donné que le législateur fédéral conserve pour l'avenir toute latitude d'élaborer un autre régime pour régler cette question.

*Amendement n° 2 (sous-amendement à l'amendement n° 1)*

M. Claes dépose l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 5-436/2). Il s'agit d'un sous-amendement à l'amendement n° 1 qui complète l'alinéa 2 proposé de l'article 22 par l'hypothèse de l'empêchement d'un bourgmestre qui n'est pas conseiller communal. Le nouvel alinéa 2 de l'article 22 s'énoncerait comme suit : « Le membre du conseil de police qui est remplacé pour empêchement au sein du conseil communal ou en qualité de bourgmestre est remplacé de plein droit pour la même durée au sein du conseil de police. »

L'auteur part du principe que les bourgmestres de communes faisant partie d'une zone pluricommunale sont membres de plein droit du conseil de police. Les bourgmestres peuvent, eux aussi, être empêchés. Même si cela n'arrivera qu'à titre très exceptionnel, il se peut qu'un bourgmestre ne soit pas conseiller communal. L'amendement n° 1 n'offre pas de solution à ce cas de figure et le sous-amendement proposé y porte remède.

L'amendement n° 2, sous-amendement à l'amendement n° 1, est adopté par 10 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 1, tel que sous-amendé, est adopté par 10 voix et 1 abstention.

L'ensemble de la proposition de loi amendée a été adopté par 10 voix et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

*Le rapporteur,*  
Huub BROERS.

*Le président,*  
Philippe MOUREAUX.

De bevoegdheid om de vervanging van verhinderde gemeenteraadsleden te regelen komt immers op grond van artikel 6, § 1, VIII, 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, toe aan de gewesten.

De voorgestelde regeling kan echter niet worden beschouwd als een onrechtmatige bevoegdheidsoverdracht door de federale wetgever aan de gewesten, aangezien de federale wetgever in de toekomst alle vrijheid behoudt om een andere regeling voor deze aangelegenheid uit te werken.

*Amendement nr. 2 (sub-amendement op amendement nr. 1)*

De heer Claes dient en amendement nr. 2 in (stuk Senaat, nr. 5-436/2). Het betreft een subamendement op amendement nr. 1 dat het voorgestelde tweede lid van artikel 22aavult met de hypothese waarin een burgemeester die geen gemeenteraadslid is wordt verhinderd. Het nieuwe tweede lid van artikel 22 zou luiden : « Het lid van de politieraad dat in de gemeenteraad of als burgemeester wegens verhindering wordt vervangen, wordt van rechtswege voor dezelfde duur vervangen in de politieraad. »

De indiener stelt het volgende : burgemeesters van gemeenten die deel uitmaken van een meergemeentezone zijn van rechtswege lid van de politieraad. Ook de burgemeesters kunnen verhinderd worden. De hypothese is weliswaar zeer uitzonderlijk maar het kan gebeuren dat de burgemeester geen gemeenteraadslid is. Amendement nr. 1 biedt geen oplossing voor deze hypothese, wat wel het geval is met het voorgestelde sub-amendement.

Amendement nr. 2, subamendement op amendement nr. 1, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

Het gesubamendeerde amendement nr. 1 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

Het geamendeerde wetsvoorstel wordt in zijn geheel aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

*De rapporteur,*  
Huub BROERS.

*De voorzitter;*  
Philippe MOUREAUX.